

For Public Release

STRATÉGIE POUR L'INDO-PACIFIQUE ET COLLABORATION DU CANADA AVEC LA CHINE – MESSAGES CLÉS

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique est l'énoncé officiel de la politique de notre gouvernement à l'égard de sa collaboration avec la Chine. Cette stratégie repose sur une évaluation lucide des risques et des possibilités. L'objectif du présent document est d'offrir aux intervenants de tout le Canada, ainsi qu'à l'étranger, des précisions supplémentaires sur l'interprétation et l'application de cette approche stratégique.

Le document est divisé en modules livrant des messages spécifiques et adaptés à une variété de questions et de publics, à savoir :

- Généralités
- Diplomatie et politiques
- Commerce et affaires
- Recherche et innovation
- Agriculture
- Ressources naturelles et technologies propres
- Environnement
- Provinces, territoires et municipalités
- Tourisme et culture

Pour toute autre question concernant ces messages clés ou les relations bilatérales et commerciales entre le Canada et la Chine, veuillez communiquer avec [redacted] ([redacted]@international.gc.ca), directeur du Centre de recherche en matière de politiques sur la Chine à Affaires mondiales Canada.

Pour toute question concernant la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, veuillez communiquer avec [redacted] ([redacted]@international.gc.ca), chef du Secrétariat de la Stratégie Indo-Pacifique.

Généralités

- La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (SIP) définit notre cadre évolutif de gestion d'une Chine de plus en plus présente sur la scène mondiale et influente.
- La stratégie est descriptive et souligne qu'à l'instar d'autres acteurs géopolitiques majeurs avant elle, la Chine a connu un essor perturbateur, notamment parce que sa puissance économique croissante a eu une incidence sur les chaînes d'approvisionnement, en plus de stimuler la croissance économique mondiale.
- La Chine a également choisi, à certains moments, de faire valoir ses intérêts nationaux en adoptant des comportements qui vont à l'encontre du droit et des normes internationaux en vigueur.
- En ce sens, même si la Chine a davantage d'impact sur nos intérêts mondiaux, elle affiche, à bien des égards, des valeurs divergentes.
- La SIP souligne que le Canada défendra sans réserve ses intérêts nationaux et interpellera la Chine dans certains domaines lorsqu'il existe de profonds désaccords.
- Parallèlement, lorsque les intérêts de la Chine convergent avec les nôtres, nous coopérerons pour faire avancer les choses.

[APG]

For Public Release

- Nous l'avons fait récemment à Montréal, en présentant conjointement la COP15 et le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.
- De même, la SIP reconnaît aussi que l'économie de la Chine continue d'offrir des débouchés importants pour les exportateurs canadiens.
- La Stratégie préconise un investissement générationnel dans les compétences relatives à la Chine dans l'ensemble de la société canadienne et ouvre la voie à de nouveaux investissements dans les capacités du gouvernement — notamment par la création d'un nouveau centre de recherches sur la Chine au sein d'Affaires mondiales Canada (AMC).

Collaboration diplomatique et stratégique

- La Stratégie pour l'Indo-Pacifique (SIP) définit notre cadre évolutif de gestion d'une Chine de plus en plus influente et présente sur la scène mondiale.
- Elle reconnaît que les anciennes hypothèses doivent être remplacées par une nouvelle évaluation de la Chine, dont les valeurs sont plus divergentes, mais qui est aussi plus pertinente par rapport aux intérêts mondiaux du Canada.
- La recherche des intérêts économiques et de sécurité de la Chine, ses revendications maritimes et territoriales unilatérales dans la mer de Chine méridionale et ailleurs, son ingérence étrangère et son recours à diverses formes de coercition pour atteindre ses objectifs politiques — sans parler de ses violations des droits de la personne — sont des choix que la communauté internationale ne peut se permettre d'ignorer.
- Le Canada est gagnant lorsque les normes et le droit internationaux s'appliquent de façon égale à tous les pays, grands et petits.
- Nous rejetons d'emblée l'idée que certains pays puissent se soustraire à leurs responsabilités et à leur obligation de rendre des comptes à la communauté internationale en se transformant en grandes « puissances » dotées de « sphères d'influence » autoproclamées.
- Nous rejetons également l'idée qu'il existe un problème avec les institutions internationales et le droit découlant des valeurs « occidentales » que la Chine, un pays dont l'idéologie marxiste-léniniste au pouvoir est elle-même occidentale, doit résoudre. La CNUDM n'a rien « d'occidental » ; le seul problème à résoudre est que certains États ont choisi de l'ignorer lorsque cela convenait à leurs intérêts étroits.
- En fait, bien que la Chine ait grandement profité de l'ordre international fondé sur des règles pour croître et prospérer, elle cherche activement à réinterpréter ces règles pour en tirer un plus grand avantage maintenant qu'elle a gagné en puissance.
- Comme la plupart des pays de l'Indo-Pacifique, le Canada n'est pas membre permanent (P5) du Conseil de sécurité des Nations Unies et s'attend à ce que tous les pays, en particulier ceux du P5, respectent, défendent et renforcent le droit international, plutôt que de le miner ou d'intimider les autres à partir d'une position de force.
- Compte tenu de cette évaluation lucide de la Chine d'aujourd'hui, notre approche en matière de collaboration doit être fondamentalement enracinée dans les valeurs et les priorités canadiennes, et appliquée en se concentrant sans relâche sur les intérêts nationaux du Canada.

[APG]

For Public Release

- Cela signifie qu'il faut aller de l'avant avec une approche qui assure un dialogue avec la Chine telle qu'elle est aujourd'hui, et non telle que nous espérons qu'elle deviendra, et ce, en privilégiant l'intérêt canadien, en non en fonction des intérêts de la relation Canada-Chine.
- Dans cette optique, nous effectuons de nouveaux investissements pangouvernementaux importants liés à la Chine dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.
- Du point de vue de la cohérence des politiques canadiennes, Affaires mondiales Canada a récemment établi un Centre de recherche en matière de politiques sur la Chine.
- Cette équipe se consacre au renforcement de la coordination des politiques nationales et de la recherche et de l'analyse liées à la Chine.
- Alors, à quoi ressemble notre approche évolutive dans la pratique ?
- Sur le plan bilatéral, la Stratégie pour l'Indo-Pacifique prévoit un réexamen de l'ensemble des structures et des mécanismes bilatéraux afin de s'assurer qu'ils demeurent adaptés à la réalité de la Chine d'aujourd'hui — tant du point de vue des risques que des possibilités.
- Dans l'avenir, les nouveaux engagements avec la Chine devraient également être évalués selon une norme rigoureuse. Le bien-fondé des nouvelles propositions de partenariat ou de collaboration devrait faire l'objet d'un examen critique mettant l'accent sur les valeurs et les intérêts du Canada et tenant clairement compte des risques possibles.
- Un exemple concret de cette méthode se trouve dans l'annonce récente faite par le ministre Champagne en février 2023. Il a déclaré que les conseils subventionnaires fédéraux de recherche du Canada ne financeront plus les projets qui pourraient être considérés comme sensibles, impliquant des chercheurs affiliés à des acteurs étatiques étrangers qui représentent une menace pour la sécurité nationale du Canada.
- De même, le Canada n'hésitera pas à interpeller la Chine lorsqu'elle s'adonne à des activités de coercition économique ou autre, qu'elle ne respecte pas ses obligations en matière de droits de la personne ou qu'elle porte atteinte aux intérêts de sécurité nationale du Canada et de ses partenaires.
- Cela dit, la Stratégie pour l'Indo-Pacifique indique clairement que le Canada continuera de collaborer avec la Chine lorsque les intérêts des deux pays concordent, particulièrement en ce qui concerne les défis mondiaux fondamentaux tels que l'environnement et les changements climatiques, la santé publique mondiale, le désarmement et la non-prolifération.
- Notre partenariat avec la Chine en tant qu'hôte de la COP15 à Montréal (décembre 2022) a été un exemple concret et éloquent de cette approche nuancée, démontrant que nous pouvons travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs liés aux grandes questions mondiales.
- Cette approche de collaboration bilatérale est renforcée par les activités parallèles du Canada au niveau national, multilatéral et régional.
- Le Canada prend de nouvelles mesures pour renforcer sa sécurité nationale et économique. Nous cherchons à collaborer avec la Chine pour promouvoir des intérêts mondiaux communs par le biais de la diplomatie multilatérale lorsque possible, tout en nous opposant

[APG]

For Public Release

aux comportements qui enfreignent les normes internationales telles que la détention arbitraire, la coercition économique et l'ingérence étrangère. En outre, nous renforçons notre engagement régional de manière exhaustive, conformément à la Stratégie, pour soutenir une approche fondée sur des règles, qui favorisera une région indo-pacifique paisible, jouissant d'une prospérité durable.

- Nous continuerons aussi notre collaboration dynamique et multiforme avec Taïwan, conformément à la politique canadienne d'une seule Chine.
- En somme, il s'agit d'une approche globale qui tient clairement compte des risques et des défis que pose la collaboration avec la Chine d'aujourd'hui, approche qui est fondamentalement motivée par les intérêts et les valeurs du Canada.

Commerce et affaires

- Il est sensé d'accroître le rôle du Canada dans la région indo-pacifique, championne de la croissance économique, avec 65 % de la population mondiale.
- D'ici 2030, la région regroupera les deux tiers de la classe moyenne mondiale.
- La part de la Chine à ce chapitre ne peut certes être passée sous silence, elle qui compte pour 18,5 % de la population mondiale et une classe moyenne qui devrait atteindre 1,2 milliard de personnes d'ici 2030, soit près d'un quart de l'ensemble de la classe moyenne mondiale, avec un pouvoir d'achat potentiel de 14,5 billions de dollars américains.
- Les consommateurs chinois et leur gouvernement continuent de chercher ce que le Canada a à offrir : des produits de consommation et de loisir sains, de grande qualité et dignes de confiance, des aliments et de l'énergie pour une économie marquée par l'insécurité alimentaire et énergétique, de même que des technologies, des services de classe mondiale et des produits de base d'importance stratégique.
- La Stratégie pour l'Indo-Pacifique (SIP) reconnaît que l'économie de la Chine continue d'offrir aux exportateurs canadiens des débouchés appréciables.
- De plus, de nombreuses entreprises canadiennes actives en Chine ont investi de façon importante et sur de longues périodes afin de se positionner pour réussir sur le marché chinois.
- Le Canada peut continuer à bénéficier de la fourniture d'un grand nombre de ces biens et services.
- Dans le contexte actuel de ralentissement de la croissance en Chine, ainsi que d'incertitude réglementaire et commerciale inaugurée par l'ère Xi, nous ne pourrions y parvenir que si nous nous efforçons de réduire les risques liés aux vulnérabilités évidentes des flux commerciaux.
- Il s'agit notamment de problèmes courants et persistants comme le vol de propriété intellectuelle, la coercition économique et le risque de détournement à des fins militaires de biens et de technologies sensibles à double usage.
- La Stratégie maintient l'engagement du Canada à accroître la transparence des chaînes d'approvisionnement et à promouvoir une conduite responsable des affaires.

[APG]

For Public Release

- On s'attend à ce que les entreprises canadiennes mènent des recherches diligentes sur les chaînes d'approvisionnement pour s'assurer qu'elles ne s'approvisionnent pas directement ou indirectement auprès d'entités impliquées dans le travail forcé, le travail des enfants, la traite de personnes ou d'autres violations des droits.
- À la lumière de ces risques, la Stratégie pour l'Indo-Pacifique demande aux entreprises canadiennes de diversifier leurs activités à l'intérieur et au-delà du marché chinois.
- La Stratégie pour l'Indo-Pacifique clarifie notre approche à l'égard de la Chine, alors que nous cherchons à équilibrer les risques et les possibilités. Notre approche comporte trois aspects.
- Premièrement, nous allons continuer à offrir notre soutien aux entreprises canadiennes qui cherchent à établir des relations commerciales et d'investissement avec la Chine ou à les élargir.
- Deuxièmement, nous continuerons de prendre les mesures nécessaires pour protéger notre sécurité nationale et nos intérêts économiques, en mettant en œuvre des politiques qui permettent de s'assurer que les intérêts canadiens demeurent primordiaux.
- Enfin, la mise en œuvre des engagements de la SIP offrira de nouveaux débouchés aux entreprises souhaitant se diversifier et renforcer leur présence régionale.
- Pour de nombreuses entreprises canadiennes, qui ont accédé au marché de la région indo-pacifique par le truchement du marché chinois, il s'agira d'une approche « Chine plus ». Entre autres moyens, de nouveaux investissements dans CanExport peuvent faciliter cette approche pour les petites et moyennes entreprises (PME).
- En résumé, la SIP permet d'investir plus de 240 millions de dollars dans de nouvelles initiatives visant à renforcer le commerce, l'investissement et la résilience de la chaîne d'approvisionnement dans la région indo-pacifique élargie, ce qui représente l'un des cinq principaux objectifs de la stratégie.
- Ces initiatives miseront sur le solide programme de politique commerciale du Canada dans la région — y compris une gamme de nouveaux accords de libre-échange (ALE) et d'accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) — et sur l'énorme potentiel dont jouit le Canada dans des industries et des secteurs spécifiques, telles que l'agriculture et les ressources naturelles.
- Elles soutiendront les entreprises canadiennes qui souhaitent intensifier leurs activités et prospérer dans la région, grâce aux facteurs suivants :
 - une nouvelle série de missions commerciales bonifiées d'Équipe Canada ;
 - un renforcement du programme CanExport, adapté à la région indo-pacifique ;
 - la création d'un portail commercial canadien en Asie du Sud-Est ;
 - le déploiement d'un nouveau représentant commercial canadien pour l'Indo-Pacifique ;
 - un programme ambitieux de partenariats commerciaux de co-innovation avec les principales économies de l'Indo-Pacifique.

[APG]

For Public Release

- Enfin, cette stratégie renforce le rôle que le Service des délégués commerciaux peut jouer pour appuyer les entreprises canadiennes à la recherche de nouveaux débouchés dans la région indo-pacifique.

Recherche et innovation

- Le gouvernement s'est engagé à préserver une approche scientifique ouverte en matière de recherche et accueille favorablement la collaboration internationale sur les initiatives rattachées à la SIP.
- Nous comprenons que la science ouverte accroît non seulement l'efficacité et la qualité de la recherche, mais permet aussi une innovation accrue, ce qui positionne le Canada comme chef de file économique pour les décennies à venir.
- Toutefois, si nous voulons tirer le maximum des réussites du Canada, nous devons veiller à privilégier les bons partenariats et à mettre en place les mesures et les politiques appropriées pour préserver l'écosystème de la recherche.
- Grâce à d'importantes réalisations dans les domaines de l'intelligence artificielle, des sciences quantiques, de la biotechnologie, de la 5 G et de la génomique, pour n'en nommer que quelques-unes, le Canada est de plus en plus vulnérable à l'ingérence étrangère, à l'espionnage et au transfert de connaissances non désiré qui pourraient contribuer à des progrès des capacités militaires, de sécurité et de renseignement d'États ou de groupes qui représentent une menace pour le Canada, ou à des dommages touchant l'économie, la société et les infrastructures essentielles du Canada.
- Les défis que nous devons relever en matière de sécurité de la recherche sont réels et graves. Certains gouvernements étrangers, dont celui de la Chine, s'efforcent d'acquérir les technologies les plus avancées du Canada, en utilisant des méthodes illicites, s'il le faut.
- En réponse à ces menaces, le gouvernement a élaboré de nouvelles politiques, y compris les Lignes directrices sur la sécurité nationale pour les partenariats de recherche (juillet 2021), qui visent à intégrer les considérations relatives à la sécurité nationale dans l'élaboration, l'évaluation et le financement de partenariats de recherche dans certains domaines vulnérables.
- Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur le portail « Protégez votre recherche » du Canada.
- En février 2023, le ministre Champagne a également précisé que les conseils fédéraux de subventions à la recherche du Canada ne financeront plus de projets potentiellement délicats mettant en cause des chercheurs affiliés à des acteurs d'États étrangers qui représentent une menace pour la sécurité nationale du Canada.
- La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique est un autre élément des efforts déployés par le gouvernement pour protéger la recherche canadienne.
- Grâce à la SIP, le Canada investit 65 millions de dollars pour renforcer les partenariats en matière de science, de technologie et d'innovation avec des économies clés, y compris le Japon, la République de Corée, l'Inde, Singapour et Taïwan, soutenir les projets de co-innovation internationale et les partenariats de recherche et développement axés sur la

[APG]

For Public Release

commercialisation pour les petites et moyennes entreprises canadiennes en collaboration avec les partenaires de l'Indo-Pacifique.

- Les nouveaux investissements ciblés dans le cadre de la stratégie soutiendront également des partenariats de recherche et d'innovation renforcés et plus diversifiés avec des partenaires de l'ensemble de la région indo-pacifique dans des secteurs prioritaires, tels que les technologies propres, l'agriculture et l'agroalimentaire, et les ressources naturelles.
- La Stratégie met en évidence l'importance d'investir dans la détection et l'atténuation des risques encourus par les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche canadiens, exposés aux acteurs malveillants qui cherchent à exploiter notre société ouverte. Elle prévoit également une augmentation des investissements visant à protéger l'innovation et l'économie du savoir du Canada contre le vol de propriété intellectuelle.

Agriculture

- En ce qui concerne les produits agricoles et agroalimentaires, la Chine offre un marché important et de plus en plus riche, avec une classe moyenne en croissance qui exige des produits sûrs et de grande qualité comme ceux qui font la renommée du Canada.
- La Chine demeure dans le même temps un marché à haut risque qui est extrêmement concurrentiel, soumis à des interventions gouvernementales de distorsion et à des actions arbitraires sans aucune transparence.
- Les politiques intérieures d'autosuffisance alimentaire de la Chine et ses programmes visant à promouvoir et à protéger l'agriculture intérieure continuent de restreindre la compétitivité des produits agricoles importés et de limiter la demande intérieure de biens importés.
- Les droits de douane et les barrières non tarifaires limitent également la gamme de produits qui peuvent être exportés vers ce pays et augmentent à la fois les risques et les incertitudes pour les exportateurs.
- Par conséquent, bien que les producteurs canadiens aient réussi et puissent continuer de réussir sur ce marché, il est prudent d'adopter des mesures de réduction et d'atténuation des risques. Il s'agit notamment de se diversifier en Chine — en ciblant des villes de deuxième et de troisième niveaux et en adoptant d'autres canaux de marketing, comme les plateformes en ligne — et de se diversifier dans d'autres marchés de la région indo-pacifique.

Ressources naturelles et technologies propres

- Les ressources naturelles constituent un élément essentiel des échanges commerciaux du Canada avec la Chine. Les exportations de produits de base contribuent à soutenir l'emploi et l'activité économique partout au Canada.
- Les ressources naturelles du Canada répondent à la demande de la Chine. Même si bon nombre de ces secteurs ne sont pas sensibles, nous mettons en garde contre la dépendance excessive à l'égard du marché chinois. Cette dépendance risque d'être exploitée par la Chine qui pourrait imposer des mesures de coercition économique pour obtenir un effet de levier sur le Canada.

[APG]

For Public Release

- De plus, la prospérité future du Canada et son leadership mondial dans les secteurs carboneutres émergents et d'autres secteurs technologiques exigent un accès fiable aux minéraux critiques dans l'ensemble de la chaîne de valeur. À cette fin, le Canada a publié sa Stratégie pour les minéraux critiques (décembre 2020).
- La sensibilité accrue à l'égard de ce secteur a également été mise en évidence par l'annonce de nouvelles directives stratégiques sur l'application de la *Loi sur Investissement Canada* (LIC) en ce qui a trait au secteur des minéraux critiques (octobre 2022).
- Les lignes directrices de la LIC reconnaissent que les investissements au Canada par des entreprises d'État étrangères ou des investisseurs privés influencés par l'État peuvent être motivés par des impératifs non commerciaux qui pourraient nuire à la sécurité économique et nationale du Canada.
- Le secteur des technologies propres est l'un des moins restrictifs en Chine, et le gouvernement chinois a fait d'importants investissements dans ces technologies ainsi que dans l'énergie renouvelable.
- Cependant, l'intervention du gouvernement chinois comporte encore des risques considérables pour les entreprises canadiennes. C'est le cas des subventions ciblées et des incitatifs à l'achat sur le marché intérieur.
- Un exemple récent est celui de l'industrie solaire, dans laquelle la Chine a encouragé les partenariats avec des entreprises étrangères ou autorisé les investissements dans le domaine des technologies propres, alors qu'elle ne disposait pas d'un avantage concurrentiel dans les applications avancées. Elle a ensuite fortement subventionné l'industrie nationale pour accroître la compétitivité mondiale, malgré les pertes ou les inefficacités initiales.

Environnement

- L'environnement demeure un champ de concurrence pragmatique entre le Canada et la Chine.
- On ne peut pas songer à relever les défis environnementaux de la planète sans la contribution de la Chine, compte tenu de la taille du pays, de sa population et de son économie à forte intensité de carbone.
- La Chine est responsable de 27 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de plus de la moitié de la production mondiale d'électricité à partir du charbon. Elle contribue grandement à la pollution par le plastique et aux déchets marins. Elle est par ailleurs la plus grande productrice d'énergie renouvelable, hydroélectrique, éolienne et solaire au monde.
- Les efforts continus de la Chine pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution sont essentiels pour atteindre les objectifs actuels en matière d'environnement et de climat. Le Canada est déterminé à collaborer avec la Chine à cette fin.
- En matière d'environnement, le Canada collabore avec la Chine principalement par l'entremise d'organisations établies. Il s'agit notamment du Conseil chinois pour la coopération internationale et le développement économique (CCCIDE) et la Réunion ministérielle sur l'action climatique (RMAC).

[APG]

For Public Release

- Notre partenariat avec la Chine en tant qu'hôte de la COP15 à Montréal (décembre 2022) a été un exemple de cette approche nuancée. Ce partenariat a montré que nous pouvons collaborer pour atteindre des objectifs communs liés aux grands enjeux mondiaux.
- Le Canada a travaillé en étroite collaboration avec la Chine pour atteindre l'objectif commun de maintenir l'ambition mondiale en matière de biodiversité. Nos efforts conjoints ont abouti à l'adoption d'un cadre mondial ambitieux pour la biodiversité après 2020.
- Le Canada et la Chine collaborent depuis longtemps dans le domaine de l'environnement par l'entremise du Conseil chinois pour la coopération internationale et le développement économique (CCCIDE).
- Le CCCIDE est un organisme consultatif international de haut niveau qui fournit des recommandations stratégiques fondées sur la recherche sur d'importantes questions environnementales et de développement menées du côté canadien par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC).
- Le CCCIDE fait partie de l'éventail diversifié d'outils et de plateformes par lesquels le Canada collabore avec la Chine sur les questions environnementales, aux côtés d'un certain nombre de nos partenaires internationaux.
- Un autre est la série de Réunions ministérielles sur l'action climatique (RMAC). Le Canada, la Chine et l'UE organisent ces réunions depuis 2017.
- Les RMAC encouragent une action climatique ambitieuse en rassemblant des ministres et des représentants de haut niveau de plus de 30 pays, y compris ceux du G20, lors de réunions annuelles.
- La sixième RMAC, qui a eu lieu en mai 2022, était axée sur l'atténuation des changements climatiques à l'échelle internationale, notamment l'adaptation, les pertes, les dommages et le financement de la lutte contre les changements climatiques. Cette réunion a imprimé un nouvel élan aux négociations en vue de la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP27).

Provinces, territoires et municipalités

- Historiquement, les ordres de gouvernements du Canada ont géré des partenariats fructueux et mutuellement avantageux avec des gouvernements homologues en Chine. Ces partenariats ont facilité le commerce, l'investissement et la circulation des personnes.
- Les partenariats avec les ordres de gouvernements peuvent, dans leur meilleur des cas, renforcer les relations bilatérales et favoriser des liens interpersonnels significatifs, même lorsque les relations entre États sont tendues.
- Cependant, les mêmes principes devraient être appliqués pour garantir que les intérêts canadiens soient respectés, de la même manière que les homologues chinois cherchent à établir des partenariats pour promouvoir leurs propres intérêts, souvent en étroite collaboration avec le gouvernement national.
- Les nouveaux engagements avec la Chine devront être évalués selon une norme rigoureuse. Le bien-fondé des propositions de partenariat ou de collaboration devra faire l'objet d'un examen critique mettant l'accent sur les valeurs et les intérêts du Canada, et tenant clairement compte des éventuels risques.

[APG]

For Public Release

- Du point de vue de la cohérence des politiques canadiennes, Affaires mondiales Canada a récemment établi un Centre de recherche en matière de politiques sur la Chine. Cette équipe s'attache à renforcer la coordination des politiques nationales et l'analyse de la recherche liée à la Chine. Cet effort complète le travail déjà entrepris par les équipes politiques et commerciales du Réseau de la Chine élargie. N'hésitez pas à communiquer avec eux si vous avez des questions.

Ingérence étrangère

- Des rapports profondément troublants font état d'ingérence étrangère parrainée par l'État chinois au Canada, y compris des cas de harcèlement et d'intimidation de personnes vivant au Canada. Tous les ordres de gouvernement doivent prendre ces allégations avec le plus grand sérieux.
- Le Canada fait un effort pangouvernemental pour lutter contre l'ingérence étrangère qui menace sa prospérité et sa souveraineté. N'hésitez pas à nous faire part de vos soupçons et préoccupations.
- Le Canada est également profondément préoccupé par la désinformation parrainée par l'État — l'une des nombreuses tactiques employées par des régimes autoritaires pour miner la démocratie et l'ordre international fondé sur des règles.
- Étant donné que ces activités sont souvent de nature locale, il est essentiel de partager l'information et de coordonner les interventions.
- Affaires mondiales Canada et ses partenaires fédéraux soutiennent pleinement une meilleure coordination avec les provinces et les territoires pour détecter les activités hostiles et les ingérences de la République populaire de Chine, ainsi que les mesures à prendre pour répondre aux comportements qui dépassent les limites.

Tourisme et culture

- À mesure que nous adoptons une approche plus lucide à l'égard de la Chine, nous devrions prendre soin de faire la distinction entre l'État chinois, avec lequel nous avons des différends, et le peuple chinois lui-même.
- Le fondement de nos relations avec la Chine repose sur les liens interpersonnels entre le Canada et ce pays. Les relations de longue date que nous avons établies et les contributions des Canadiens d'origine chinoise au Canada continueront d'ajouter de la diversité et de la profondeur à nos relations pour les décennies à venir.
- Les Canadiens d'origine chinoise font partie intégrante du tissu multiculturel du Canada. Après l'anglais et le français, les dialectes chinois sont collectivement les langues les plus parlées au Canada. Les Canadiens d'origine chinoise représentaient plus de 4,7 % de notre population (recensement de 2021).
- Les liens interpersonnels sont un pilier important des relations entre le Canada et la Chine. Le tourisme et les échanges culturels contribuent à favoriser une meilleure compréhension mutuelle et à établir des relations durables.
- Les touristes chinois apportent d'importantes contributions commerciales à l'industrie canadienne du tourisme, soutenant ainsi les emplois et l'activité économique partout au Canada.

[APG]

For Public Release

- Ce secteur non sensible n'est pas sans défis. Le gouvernement chinois contrôle les licences d'exploitation des voyagistes, ce qui peut entraîner des répercussions importantes sur les pays qui accueillent des touristes chinois. Un tel pouvoir discrétionnaire administratif risque d'avoir une incidence sur le flux de touristes chinois au Canada.
- Les échanges artistiques et culturels peuvent faciliter le commerce bilatéral, faire progresser les valeurs canadiennes et favoriser le dialogue et la compréhension interculturelle entre les peuples de nos deux pays.
- Les forces du Canada dans les industries culturelles peuvent être mises à profit par le marché du divertissement chinois en pleine croissance. Les entreprises canadiennes doivent cependant surmonter les obstacles réglementaires, comme le contingentement du contenu étranger et les règles de censure.

[APG]